



ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

37^{ème} Session, du 03 au 07 Octobre 2022

RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA SECURITE ET DES RISQUES SANITAIRES

Rapporteurs :

Mme Manuela REYNAUD
M. Baudoin DE MARCELLUS
Mme Geneviève BERAUD-SUBERVILLE
M. Pierre LEDUCQ

MEMBRES DE LA COMMISSION

Président : M. Avraham BENHAÏM
Vice-président : M. Pierre LEDUCQ

Mme Geneviève BERAUD-SUBERVILLE
Mme Géraldine GUILLEMOT-PEACOCK
Mme Cécile LAVERGNE
Mme Manuela REYNAUD
M. Gérard SENAC
M. Mehdi REDDAD

Mme Nadia CHAAYA
M. Thierry CONSIGNY
M. Baudoin DE MARCELLUS
M. Baptiste HEINTZ
Mme Sandrine HULOT
M. Olivier PITON

SOMMAIRE

Cybercriminalité

- Rapport des auditions de Monsieur Mathieu Audibert (Capitaine du Commandement de la gendarmerie dans le Cyberspace) co-auteur du code de la cybersécurité 2022 (Dalloz)
- **Résolution : SEC/R.1/06.10**
- **Résolution : SEC/R.2/06.10**

Gestion de Crise

- Rapport de l'audition des Trois Conseillers des Français de l'Etranger du Burkina Faso
- Rapport de l'audition de Monsieur David Martinon ancien ambassadeur en Afghanistan.
- **Résolution SEC/R.3/06.10**
- **Résolution SEC/R.4/06.10**
- **Résolution SEC/R.5/06.10**

Questionnaire sur la sécurité des Français de l'Etranger.

Introduction du Président de la Commission de Sécurité et des risques Sanitaires :

Pour la 37eme session nous avons auditionné en direct de Ouagadougou nos trois collègues conseillers des français de l'étranger élus du Burkina Faso.

Monsieur l'Ambassadeur David Martinon ambassadeur en Afghanistan

Mathieu Audibert, capitaine du commandement de la gendarmerie dans le cyberspace et co-auteur du code de la cybersécurité 2022 (Dalloz).

L'audition de nos collègues du Burkina Faso a montré le fort sentiment anti français qui règne sur place et l'angoisse au sein de la communauté française expatriée qui est confinée depuis plusieurs jours.

Une crise en précédent une autre l'audition de l'ambassadeur de France en Afghanistan n'a fait que confirmer que pendant une crise l'échelle temps n'existe pas l'accélération des événements quand toute l'organisation étatique d'un pays s'écroule et que les groupes armés entrent dans la capitale la sécurité de nos compatriotes ne reposent que sur un fil.

L'attache avec les consulats et les ambassades de France reste le seul fil conducteur pour la communauté française qui vit le moment dans l'angoisse, il a été démontré que l'administration ne peut faire l'économie de la communication heure par heure et quotidienne vers nos compatriotes. Les élus des Français de l'étranger sont aux premières lignes et sont le relais essentiel de l'information des ambassades et des consulats vers la communauté française.

Il apparaît qu'une communication par prévention vers les familles françaises composées d'ayant droits de français est nécessaire afin qu'en moment de crise ces familles soient déjà en possession des visas vers la France en cas d'évacuation.

La relation contractuelle du MAE avec les prestataires comme VFS pour la prise de rendez-vous pour les visas complique la tâche des ayant droits de Français, qui devraient un avoir un accès direct à la prise de rendez-vous en ligne du consulat de France.

Concernant la cybersécurité lors de l'audition de notre intervenant nous avons constaté que les outils de protection à destination de la population française et en particulier au français vivant en dehors de la France n'était pas optimale d'où la proposition de différentes résolutions.

Lors de la 36eme session nous avons déposé 4 résolutions et nous avons reçu 3 réponses de l'administration qui feront que celle-ci seront représentées lors de la prochaine session.

Cybercriminalité

Rapport de l'audition de Monsieur Mathieu Audibert (Capitaine du Commandement de la gendarmerie dans le Cyberspace co-auteur du code de la cybersécurité 2022 (Dalloz)

Rapporteurs

- ✓ Pierre Leducq
- ✓ Nadia Chaaya
- ✓ Baudouin de Marcellus
- ✓ Manuela Reynaud
- ✓ Gerard Sénac
- ✓ Thierry Consigny

Mercredi 5 octobre 2022

L'objectif de cette audition est de nous tenir informé sur les travaux et outils disponibles par la Gendarmerie pour anticiper les prochaines menaces d'un espace en constante évolution.

Le monde numérique est en constante mutation, l'évolution exponentielle de la cyber criminalité nous oblige à rester au fait de son évolution et des moyens disponibles pour s'en protéger.

L'hyper connectivité et notre dépendance au numérique sont tels qu'on a plus de chance d'être victime d'une cyberattaque que d'un vol. Exposition à un risque lié à la cybercriminalité était auparavant un risque conjoncturel est maintenant devenu systémique.

La définition de la cybercriminalité est différente suivant organismes, en absence de définition officielle, il a été proposé une définition consensuelle :

DEFINITION Marc Robert :

[rap_cybercriminalite.pdf \(justice.gouv.fr\)](#)

La cybercriminalité regroupe toutes les infractions pénales tentées ou commises à l'encontre ou au moyen d'un système d'information et de communication, principalement Internet.

Cette cybercriminalité s'observe sous deux angles :

L'ordinateur en est la cible ; Ordi, terminaux, système d'information, réseaux

L'ordinateur en est le vecteur ; Infraction dont le numérique est le moyen de commettre l'infraction (exemple d'escroquerie : usurpation du logo de la gendarmerie)

La menace en quelques chiffres

100000 procédures portant sur des faits cyber enregistrés par les unités de la gendarmerie en 2020.
Le nombre de faits cyber en augmentation de +36,8% depuis le début de l'année 2021, en partie à cause du COVID.

Parmi les principales menaces

- Cyberharcèlement
- Escroqueries
- Trafics
- Contenus illicites (pédocriminalité)
- Atteintes visant les systèmes de traitement automatisé des données (piratage informatique constatée dans établissements de santé, ... Ransom)

La part des faits cyber pèse pour 8.7% du total des faits constatés. Notons que statistiquement cette augmentation est exponentielle

État de la menace

- 4.79 milliards d'individus ont accès à internet fin 2020
- Développement des connexions très haut débit (fibre, 5G)
- Développement de l'IoT (Internet of Things – objets connectés) : véhicules, électroménagers, appareils du quotidien...

De fabricants sont sensibles à la sécurité quand d'autres ne le sont pas.

Cambriolage numérique en utilisant vecteur numérique et internet des objets.

Véhicules connectées (déconnecter les freins, etc.)

- Intérêts des groupes criminels organisés pour des attaques de plus en plus sophistiquées et rentables. (GCO group criminel organise)
- Blanchissement
- Négociation, menaces

Il est plus rentable pour eux de pirater un ordinateur que braquer une banque, de plus le piratage d'un distributeur de billets est moins puni qu'un braquage de banque (crime)

Mise en œuvre des stratégies pour contourner le chiffrement (technologie très coûteuse pour l'état)

On doit avoir une approche respectueuse de la procédure pénale

Beaucoup d'opération sur le Darkweb

Logiciel Thor utilisé pour être le plus anonyme possible par les criminels

La menace vue sous l'angle de l'expansion des technologies numériques

- L'infiniment rapide
- L'infiniment grand en un clic je vais aux USA, aspect frontière n'existe pas
- L'omniprésence numérique : la pénétration des objets connectés dans la vie courante

Avec la propagation des crypto monnaies, l'État souverain est menacé.

Nous observons de plus en plus de piratage de collectivités territoriales, d'établissement santé, ou de services de l'état (ex : tribunaux)

Les actions mises en œuvre par la gendarmerie respectent les règles suivantes : Simplification
Performance Lisibilité Cohérence

Les missions de la gendarmerie dans le cyberspace sont l'Investigation judiciaire, la veille des espaces numériques, et la prévention et la protection ainsi que la gestion des crises numériques d'ampleur nationale (événement à venir : JO, ...) : billetterie (troubles à l'ordre public, escroquerie)

Les principaux acteurs du dispositif

La Gendarmerie travaille sur approche intégrée (brigades dans 3600 communes en France et TO)

COMCYBERGEND est une jeune structure créée en 2021 qui prend en charge la cybermenace à la Gendarmerie.

Face à une augmentation croissante de la criminalité en ligne (+139 % de piratage de comptes en 2021 et une hausse de 95 % des rançongiciels), le COMCyberGEND ne cesse de se renforcer. D'abord sur le plan international, avec un accroissement des coopérations avec d'autres institutions étrangères, aussi bien sur le plan technique que judiciaire.

Ouvert 24h/24

Les composantes du COMCYBERGEND

- 1- Stratégie et partenariats
- 2- Prévention et proximité numérique
- 3- Interventions et investigations
- 4- Appui numérique aux opérations

Sur la base de ces faits, Matthieu Audibert nous recommande d'accéder et d'utiliser la messagerie **TCHAP** ou **WEBCONF** pour les réunions vidéo, mais aussi :

Magendarmerie.fr avec sa fonction chat qui donne la possibilité de faire des diagnostics en ligne.

<https://www.gendarmerie.interieur.gouv.fr/a-votre-contact/contacter-la-gendarmerie/magendarmerie>

Ma sécurité : Application grand public

<https://www.interieur.gouv.fr/actualites/actu-du-ministere/nouveaute-lancement-de-lapplication-ma-securite>

D'autres services sont aussi disponibles et important pour nos concitoyens.

Des services de l'état communiquent sur les menaces cyber et se doivent d'être aussi accessibles :

ANSSI : promouvoir les bonnes pratiques de sécurité en France et en Europe.

<https://www.ssi.gouv.fr/>

Cyber malveillance : Assistance et prévention du risque numérique au services des publics.

<https://www.cybermalveillance.gouv.fr/>






Évaluez la sécurité numérique de votre collectivité en 10 points




VÉRIFIER MON IMMUNITÉ CYBER

I

M

M

U

N

I

T

É

INVENTAIRE COMPLET

MOTS DE PASSE

MISES À JOUR ET SAUVEGARDES

UTILISATEURS SENSIBILISÉS

NEUTRALISATION DES VIRUS

INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

TÉLÉTRAVAIL EN SÉCURITÉ

ÉVALUATION

CYBER

ATTAQUES ANTICIPÉES

	OUI	NON ou NE SAIS PAS
1 Avez-vous un inventaire complet de tous vos systèmes numériques ?	☐	☐
2 Utilisez-vous des mots de passe solides et différents pour chaque service ?	☐	☐
3 Vos systèmes numériques sont-ils mis à jour en temps réel et faites-vous des sauvegardes régulières de toutes vos données ?	☐	☐
4 Avez-vous sensibilisé vos agents aux risques numériques ?	☐	☐
5 Vos postes et serveurs informatiques sont-ils protégés par un antivirus ?	☐	☐
6 Êtes-vous en règle vis-à-vis du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) ?	☐	☐
7 Vos agents sont-ils équipés de matériels sécurisés pour le télétravail ?	☐	☐
8 Faites-vous réaliser régulièrement des évaluations de votre sécurité numérique par des audits techniques ?	☐	☐
9 Avez-vous un plan de secours face aux cyberattaques ?	☐	☐

10 ACTION À MENER

Vous êtes dans le VERT : Bravo ! Votre collectivité met en œuvre les mesures essentielles. Pour aller encore plus loin et vous aider à perfectionner votre sécurité numérique, le réseau des cyber gendarmes est à votre service.

Vous êtes dans le ROUGE : Attention, votre collectivité est peut-être en danger. La gendarmerie peut vous aider à faire un état des lieux de votre sécurité numérique et à établir un plan d'actions pour renforcer votre protection.

UNE HÉSITATION ? UN DOUTE ?

Contactez votre **GENDARMERIE** pour un **ACCOMPAGNEMENT DÉTAILLÉ**

Résolution

SEC/R.1/06.10



Assemblée des Français de l'Étranger

37^{ème} Session

06/10/2022

Paris, le 06 Octobre 2022

COMMISSION DE LA SECURITE ET DES RISQUES SANITAIRES

Avis :

Objet : Communication des outils de Cybersécurité et bonnes pratiques

CONSIDERANT

- La croissance exponentielle de la cybercriminalité dans un contexte de crise sanitaire et de conflits dans le monde
- Que La résolution SEC/R.4/03.21 de mars 2021 est restée sans réponse.
- La multiplication d'initiatives visant à lutter contre la cybercriminalité
- Que les sites des postes consulaires n'ont toujours pas de page dédiée à ces outils de cybersécurité.

DEMANDE

L'Assemblée des Français de l'étranger demande :

Qu'une circulaire détaillant l'usage et l'utilisation des outils de cyber protection ainsi que ses bonnes pratiques soit communiquée aux postes.

Résultats	Adoption en Commission	Adoption en Assemblée plénière
UNANIMITE	Unanimité	Unanimité
Nombre de voix « pour »		
Nombre de Voix « contre »		
Nombre abstentions		

Résolution

SEC/R.2/06.10



**Assemblée des Français de l'Étranger
37^{ème} Session
06/10/2022**

Paris, le 06 Octobre 2022

COMMISSION DE LA SECURITE ET DES RISQUES SANITAIRES

Avis :

Objet : Accès aux outils de messagerie et de vidéo conférence cryptée pour les Élus CFE.

CONSIDERANT

- L'existence d'outils sécurisés développés par l'administration
- Que Les élus doivent pouvoir en bénéficier notamment en période de crise
- Qu'un protocole puisse être proposé aux élus afin que soit respecté les règles élémentaires de sécurité

DEMANDE

Qu'une circulaire définisse précisément les modalités d'accès à une communication cryptée avec les élus pour les pays à risque.

Résultats	Adoption en Commission	Adoption en Assemblée Plénière
UNANIMITE	Unanimité	Unanimité
Nombre de voix « Pour »		
Nombre de voix « Contre »		
Nombre D'abstentions		

GESTION DE CRISE

Rapport de l'audition en Visio conférence en direct de Ouagadougou des trois conseillers des Français de l'étranger Ousmane Ouedraogo Conseiller des Français de l'étranger et Président du conseil consulaire du Burkina Faso, Martine Voiron Conseillère des Français de l'étranger et Françoise Le Losq Ouedraogo

Rapporteurs

Baudouin de Marcellus

Sandrine Hulot

Nadia Chaaya

Gérard Sénac

Thierry Consigny

Manuela Reynaud

Intervenants

Nous avons prévu mardi matin de visiter le centre de crise du MEAE mais celle-ci a été annulée en raison de la situation d'urgence au Burkina Faso. Nous avons réussi à organiser au tout dernier moment une visioconférence avec les 3 conseillers des français de l'étranger du Burkina Faso qui nous ont présenté un état des lieux.

1- Entretien avec les 3 conseillers des Français de l'étranger du Burkina Faso le 4 octobre (au 5eme jour du confinement)

Le niveau de crise est inédit, c'est pour la première fois dans l'histoire des relations bilatérales de nos deux pays, que des manifestants s'en prennent directement aux emprises françaises et appellent à des violences sur nos ressortissants.

Trois points paraissent essentiels aux conseillers :

- La communication en temps de crise
 - Quelles informations reçoivent nos compatriotes du Consulat / Ambassade ?
 - Une communication directe et prioritaire est indispensable versus les informations reçues via les Réseaux sociaux.
- La logistique au niveau sécuritaire des équipements (moyens de communication) sont nécessaires pour les chefs d'îlots et leurs adjoints afin de tenir compte du risque de sabotage des moyens de communications.

- La diplomatie française dans le Sahel :
Prendre mieux en compte la réalité de la situation politique et les risques qui peuvent être perçus comme une ingérence du gouvernement français et peuvent attiser les mouvements anti-français. Et par conséquent mettre en danger la vie de nos concitoyens.

I. Communication en situation de crise :

Les élus avaient bien perçu les signaux faibles d'une crise imminente : une attaque sur un convoi de ravitaillement avec plus de 150 morts, une semaine auparavant.

Concernant les déplacements : la communication au personnel du Lycée Français a été confuse et aurait pu mettre en danger la communauté (enseignants, enfants et accompagnants).

Une communication quotidienne de la part des autorités françaises serait appréciée pour rassurer la communauté dans l'angoisse, et confirmerait la présence des autorités françaises au plus proche des ressortissants.

Importance des îlotiers dans le dispositif

Le rôle des îlotiers en période de crise est de communiquer avec ses résidents. Il est essentiel que les ressortissants s'inscrivent au registre du consulat pour connaître leur îlotier.

Le consulat communique par radio avec les îlotiers qui font passer les messages entre eux via les radios VHF (échanges d'informations sur chaque îlot).

Depuis le mois de mai : les conseillers ont demandé une réunion avec les îlotiers pour leur rappeler certaines consignes dont un essai radio toutes les 2 semaines. Il a été constaté que ces essais n'avaient pas été réalisés.

Le système de l'îlotage est fragilisé par l'absence de mise à jour régulière sur les départs et arrivées des îlotiers et des résidents de l'îlot.

II. La logistique au niveau sécuritaire

Visa pour les conjoints

Beaucoup de conjoints de français doivent obtenir un visa pour aller en France.

Or en cas de crise, les délais sont d'autant plus importants qu'ils sont gérés par un prestataire externe qui peut être défaillant (bureau fermé).

Pour suppléer, les demandeurs de visa peuvent s'orienter sur les ambassades des pays de l'espace Schengen.

III. La diplomatie au Sahel

La politique d'octroi de visa est jugée restrictive par beaucoup de pays et nuit aux relations bilatérales.

Plan de sécurité : les élus doivent être pleinement associés aux travaux de l'ambassade pour la mise en place du plan de sécurité, au même titre que les ONG et les entreprises comme le prévoit les textes réglementaires.

Protocole et organisation en temps de crise et détermination des stades d'alerte :

- 1- Phase de Confinement
- 2- Phase de Regroupement
- 3- Phase d'évacuation

2- Audition de Monsieur David Martinon, Ambassadeur de France en Afghanistan



Mardi 4 octobre 2022

Points abordés :

- La sécurité des Français
- L'anticipation de la crise avec l'administration jusqu'au Ministère

Même préparée, une crise a toujours des imprévus, d'où l'importance de l'anticipation.

Monsieur l'Ambassadeur a expliqué la chronologie d'une gestion de crise.

La crise de Kaboul était prévisible et un plan était prêt au moins 2 mois avant.

Dès les premiers signes, et avec les remontées des îlotiers, un message a été adressé à nos ressortissants pour quitter le pays.

Le but étant d'avoir le moins de monde possible à évacuer lorsque la crise éclatera.

Malgré les messages d'alerte, les Français n'ont pas écouté ou suivi les recommandations, beaucoup disant qu'ils partiraient plus tard.

Nos compatriotes ont parfois l'impression qu'ils auront un traitement spécial et qu'on viendra les chercher à leur domicile.

Bonnes pratiques :

- S'assurer régulièrement du bon fonctionnement du matériel (radio, téléphone) et des procédures à suivre et de maintenir la communication avant et pendant la crise.
- Être recensé auprès du consulat (soit par l'inscription au consulat, soit par Ariane)
- Écouter les recommandations et les alertes de l'Ambassade
- Ne pas se dire qu'on aura le temps
- Ne pas être trop optimiste.

Résolution : SEC/R3/06.10



Assemblée des Français de l'Étranger

6 Octobre 2022

COMMISSION DE LA SECURITE ET DES RISQUES
SANITAIRES

Objet : Fournir des moyens de communication VHF aux chefs d'îlot et à leurs adjoints

L'Assemblée des Français de l'étranger,

CONSIDERANT

Le contexte sécuritaire international marqué par des menaces toujours plus élevées et sérieuses, plaçant la France comme cible prioritaire d'attaques terroristes et autres,

La nécessité d'amélioration du système d'îlotage,

Que les résolutions

SEC/ R.1 /15.03, SEC/ R.1 /10.20, SEC/ R.1 /18.03, SEC/ R.2 /15.10, SEC/ R.2 /17.03

Adoptées à l'unanimité à l'Assemblée des Français de l'étranger sont restées sans réponses,

Le manque de moyens techniques des îlotiers pour remplir leur fonction de manière optimale

DEMANDE

Qu'une circulaire soit publiée afin que les moyens de communication VHF soient systématiquement fournis aux chefs d'îlot et leurs adjoints, et que des tests mensuels soient réalisés.

Résultats	Adoption en Commission	Adoption en Assemblée plénière
UNANIMITE	Unanimité	Unanimité
Nombre de voix « pour »		
Nombre de voix « contre »		
Nombre d'abstentions		



Résolution : SEC/R4/06.10

Assemblée des Français de l'Étranger

6 Octobre 2022

COMMISSION DE LA SECURITE ET DES RISQUES
SANITAIRES

Objet : Réflexion à mener sur l'octroi de visa ou titre provisoire de séjour pour les conjoints et enfants -non français -de ressortissants français

L'Assemblée des Français de l'étranger,

Vu

L'article L211-2-1 modifié par l'article 4 de la loi du 7 mars 2016

L'article 1 de l'ordonnance 2020-1733 du 16 décembre 2020- art 1

Considérant

Qu'en période de crise lorsque les Français quittent leur pays de résidence, leurs ayants droits peuvent bénéficier immédiatement d'un visa

Que l'obtention de visa dépend uniquement de prestataires privés extérieurs et / ou de consulats potentiellement fermés en période de crise

DEMANDE

Qu'une procédure d'urgence alternative d'octroi de visa, en période de crise, soit offerte pour les ayants droits des ressortissants français.

Résultats	Adoption en Commission	Adoption en Assemblée plénière
UNANIMITE	Unanimité	unanimité
Nombre de voix « pour »		
Nombre de voix « contre »		
Nombre d'abstentions		



Assemblée des Français de l'Étranger

6 Octobre 2022

COMMISSION DE LA SECURITE ET DES RISQUES
SANITAIRES

Objet : Campagne d'information sur le rattachement des conjoints au registre des Français de l'étranger

L'Assemblée des Français de l'étranger,

Vu

L'article L211-2-1 modifié par l'article 4 de la loi du 7 mars 2016

L'article 1 de l'ordonnance 2020-1733 du 16 décembre 2020

Considérant

Que l'anticipation est le meilleur moyen de faciliter la mise en place des procédures en cas d'urgence

DEMANDE

à l'administration de rappeler aux Français qu'ils sont invités à rattacher leurs conjoints et ayants-droits à leur inscription au registre des Français de l'étranger.

Résultats	Adoption en Commission	Adoption en Assemblée plénière
UNANIMITE	Unanimité	Unanimité
Nombre de voix « pour »		
Nombre de voix « contre »		
Nombre d'abstentions		



Assemblée des Français de l'Étranger

6 Octobre 2022

COMMISSION DE LA SECURITE ET DES RISQUES
SANITAIRES

Objet : Questionnaire

Rapporteurs :

Cécile Lavergne

Olivier Piton

Geneviève BERAUD-SUBERVILLE

"Cher(e)s Collegues Conseillers des Francais de l'Etranger,

Comme évoqué lors de notre 37 ème session de l'AFE, la Commission de la Sécurité et des risques sanitaires vous propose de répondre à ce questionnaire concernant les risques et la gestion des crises dans vos pays respectifs afin de pouvoir établir un état des lieux qui nous permettra de mieux définir les besoins en la matière dans vos pays.

Pour remplir le questionnaire,

<https://forms.gle/M2sfQFVMNzTy9DZB7>

Les questions ne sont pas bloquantes et nous restons à votre entière disposition pour toute information complémentaire.

Merci pour le temps consacré à ce questionnaire."